



▶ Travaux verts

Créer des emplois décents grâce à des investissements: Promouvoir la restauration des forêts, l'irrigation, la conservation des sols et de l'eau, et la protection contre les inondations comme éléments essentiels de la relance et de la reconstruction

Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)

Contexte

► Définition des travaux verts

Les Travaux Verts font référence à la réalisation, à la restauration et à l'entretien des infrastructures publiques, des actifs communautaires, des zones naturelles et des paysages, selon les méthodes à haute intensité de main-d'œuvre, afin de contribuer à l'atteinte d'objectifs environnementaux tels que l'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturelles, la réhabilitation de l'environnement, la restauration des écosystèmes et la conservation de la nature.

Les exemples courants de travaux verts sont la conservation des sols et de l'eau, le boisement et le reboisement, l'irrigation et la protection contre les inondations.

Les emplois verts, en revanche, désignent, en général, des emplois décents qui contribuent à la préservation ou à la restauration de l'environnement. Ces emplois peuvent être dans des secteurs traditionnels comme l'industrie manufacturière et la construction, ou dans de nouveaux secteurs verts émergents comme les énergies

L'OIT et le Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)

Les principes directeurs de l'OIT pour une transition juste¹ vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous (les «principes directeurs pour une transition juste») offrent à l'OIT et à ses mandants, un cadre et un outil pratique pour garantir que les efforts nationaux et mondiaux, visant à lutter contre le changement climatique et d'autres défis environnementaux, favorisent la création d'emplois, la justice sociale et une transition équitable pour les travailleurs.

L'OIT, par le biais de son programme HIMO, a joué un rôle essentiel et déterminant depuis les années 70 dans la lutte contre la pauvreté par la création d'emplois. Cela s'est fait principalement par le biais d'investissements dans les infrastructures des pays en développement, non seulement dans un contexte de développement, mais aussi dans des environnements pré et post-catastrophes. Le programme HIMO encourage l'application d'approches basées sur les ressources locales (LRB) dans la production de biens publics dans divers secteurs, notamment les routes, la conservation des sols et de l'eau et la gestion des ressources en eau, la gestion des ressources naturelles et la conservation de l'environnement. Ces activités environnementales ont un grand potentiel de création d'emplois, car ils sont souvent à haute intensité de main-d'œuvre. L'expérience de l'OIT a montré que l'intensité de main-d'œuvre peut être augmentée jusqu'à 35 % en appliquant les approches basées sur les ressources locales.

L'approche du programme HIMO conçoit soigneusement les modalités d'intervention qui renforceront la résilience

des communautés locales face au changement climatique et à d'autres problèmes environnementaux. Les infrastructures qui sont développées avec un engagement fort des communautés locales, sur la base d'approches LRB, ne sont pas seulement des biens physiques et résilients qui améliorent la productivité et les moyens de subsistance des communautés environnantes, elles renforcent également les capacités et les compétences des communautés et des institutions locales qui soutiendront le développement économique local et les améliorations environnementales.

Pourquoi travaux verts?

L'environnement se détériore

1. L'eau se raréfie

Les rivières et les lacs s'assèchent et la conservation de l'eau devient de plus en plus difficile, en raison des conditions météorologiques extrêmes et de l'évolution des schémas météorologiques, en plus des activités humaines. Le changement climatique a également des répercussions négatives sur le cycle complexe de l'eau dont dépendent nos sociétés. Selon le scénario actuel du changement climatique, ou «statu quo», la pénurie d'eau dans certains endroits arides et semi-arides entraînera le déplacement de 24 à 700 millions de personnes d'ici 2030.²

Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale vit déjà dans des zones potentiellement pauvres en eau pendant au moins un mois par an et ce chiffre pourrait atteindre quelque 4,8 à 5,7 milliards en 2050³. 2,5 milliards de travailleurs, soit plus d'un tiers de la population mondiale, exercent des activités agricoles qui nécessitent

1 Une transition juste comprend des orientations visant à créer des opportunités de travail décent et à protéger les travailleurs dans la transition vers des économies à faible émission de carbone. La demande d'une transition juste a commencé dans un mouvement syndical précoce qui est maintenant devenu un outil politique général appliqué par les institutions et les traités internationaux.

2 Nations unies, 2009. «Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau, L'eau dans un monde qui change»

3 Burek et al, 2016. "Water Futures and Solution - Fast Track Initiative - Final Report".



plus de ressources en eau que tout autre secteur. Parmi eux, les travailleurs agricoles des pays en développement sont extrêmement vulnérables aux effets négatifs de la pénurie d'eau. On estime que d'ici les années 2080, les terres impropres à l'agriculture en Afrique subsaharienne, où la majorité de la population dépend de l'agriculture pluviale, pourraient passer de 30 à 60 millions d'hectares⁴. Cet impact sur l'environnement et sur l'approvisionnement en eau pour l'alimentation touche de manière disproportionnée les personnes vulnérables vivant dans la pauvreté, en particulier celles des zones rurales.

2. La désertification et la perte de biodiversité s'accroissent

La désertification s'est produite tout au long de l'histoire; cependant, la dégradation des terres arables s'est accélérée au cours des dernières décennies à un rythme 30 à 35 fois supérieur au taux historique, à mesure que la population humaine augmentait⁵. Aujourd'hui, 2 milliards de personnes dans le monde dépendent de l'écosystème des zones sèches, dont la plupart se trouvent dans les pays en développement. Lorsque les terres sont désertifiées, elles ne sont plus en mesure de subvenir aux besoins de leurs habitants (humains ou animaux). Il peut devenir impossible de faire pousser des cultures vivrières et la sécheresse devient un risque sérieux, exposant les populations à la souffrance, à la famine et au déplacement.

La désertification est également associée à la perte de biodiversité. Une biodiversité riche et des écosystèmes sains sont essentiels au bon fonctionnement des sociétés humaines, car ils fournissent des services écosystémiques essentiels, tels que de l'eau potable et des sols sains. Ils jouent également un rôle essentiel dans l'adaptation aux effets du changement climatique. Cependant, les activités humaines accélèrent la destruction de ces systèmes naturels de maintien de la vie à une vitesse sans précédent en raison du surpâturage, de l'abattage excessif des arbres et d'autres altérations non gérées des écosystèmes naturels.

Le climat est en train de changer

Les effets du changement climatique se font sentir dans le monde entier et constituent une menace croissante pour la prospérité, les économies et les écosystèmes des populations. Des millions de personnes subissent déjà des températures plus élevées et des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur, la sécheresse, les tempêtes intenses et la multiplication des inondations, qui mettent en péril la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau. Le changement climatique a déjà un impact important, en particulier dans les pays

en développement où les infrastructures locales et communautaires sont endommagées ou menacées, et où les moyens de subsistance des populations sont de plus en plus menacés. En outre, l'augmentation des températures a un impact sur les secteurs à haute intensité de main-d'œuvre, telles que l'agriculture, la construction et le développement des infrastructures (où la plupart des pauvres du monde sont employés). Le changement climatique pourrait effacer des décennies d'efforts internationaux pour parvenir à un développement durable, laissant les populations confrontées à ses conséquences qui mettent leur vie en danger.

De nombreux événements liés au climat et à leurs impacts sont sans précédent. Par exemple, la Banque mondiale estime que 143 millions de personnes en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine pourraient être des déplacées internes d'ici 2050, en raison des effets du changement climatique. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, par exemple, 9,6 millions de personnes ont été déplacées, suite aux catastrophes naturelles rien qu'en 2019.

Le cinquième rapport d'évaluation du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a confirmé que le rythme et l'ampleur du changement climatique s'accroîtront à tous les niveaux de développement dans le monde entier, tout en imposant des effets négatifs irréversibles aux individus et aux sociétés.

Les pauvres seront les plus touchés

La dégradation de l'environnement et le changement climatique affecteront gravement, et de manière disproportionnée, les pauvres des pays en développement, qui sont souvent confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire de plus en plus élevés. Cela est dû, non seulement au fait qu'ils sont invariablement plus exposés et plus vulnérables aux impacts liés au climat et à l'environnement, mais aussi au fait qu'ils ont moins accès à l'information, aux ressources et au soutien social et financier, y compris aux revenus et à la sécurité alimentaire, pour leur survie. Les pauvres sont les moins responsables de ces changements climatiques, comme le confirme le principe des responsabilités communes mais différenciées (CBDR) dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le principe qui établit que tous les États sont responsables de la lutte contre la dégradation de l'environnement, mais qu'ils ne sont pas équitablement responsables, a déjà été introduit dans les années 1960, mais officialisé en 1992 lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro.

4 FAO. «Changement climatique, eau et sécurité alimentaire», consulté le 26 mai 2020

5 UNCCD, 2011. «La terre et les sols dans le contexte d'une économie verte pour le développement durable, la sécurité alimentaire et l'éradication de la pauvreté»

Les objectifs verts et l'approche HIMO

Restauration et conservation de l'environnement

L'OIT a renforcé sa collaboration avec les principales agences dans chaque domaine environnemental, afin d'adapter ses programmes et ses projets pour appliquer les modalités d'intervention les plus efficaces et les mieux adaptées aux différents problèmes posés au niveau local par des questions environnementales, telles que la pénurie d'eau, la désertification, la déforestation, ainsi que les catastrophes naturelles. Les « solutions basées sur la nature »⁶ font partie des domaines émergents.

L'expérience a montré que les programmes de création d'emplois peuvent contribuer à la restauration des écosystèmes ou inverser la dégradation de l'environnement de manière générale. Les activités qui protègent ou restaurent les écosystèmes peuvent nécessiter des solutions qui utilisent des ressources locales ou naturelles et/ou des technologies locales, et emploient des membres des communautés locales pour aider à inverser les changements dans leur environnement ou à s'y adapter. Ces activités peuvent comprendre, entre autres, le reboisement, la protection des forêts, la protection des pentes, la conservation des sols et de l'eau, la construction de digues, d'écluses et de passerelles, et le revêtement des berges des rivières et des ruisseaux.

L'article 18 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) invite ses signataires à « protéger et promouvoir, en particulier, l'utilisation des technologies, connaissances, savoir-faire et pratiques traditionnels et locaux pertinents ». Les approches LRB du programme HIMO, en accord avec la Convention, valorisent également les technologies et le savoir-faire locaux qui pourraient être mis à profit pour parvenir à la réduction de la pauvreté et au développement durable dans les zones sensibles à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse. L'OIT a soutenu le G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) pour intégrer l'agenda du travail décent dans son Plan d'investissement prioritaire⁷. Les interventions du programme HIMO comprennent l'identification des technologies, des connaissances et des pratiques locales/traditionnelles provenant des zones environnantes. Les technologies anti-désertification identifiées ont un grand potentiel pour être largement promues dans les régions touchées, en mettant l'accent sur l'incitation des communautés locales à s'approprier les actions de lutte contre la désertification.



► Les travaux verts dans l'agriculture et la foresterie en Jordanie

La Jordanie est l'un des pays les plus touchés par le processus de désertification. Le processus a été accéléré par des pratiques de gestion et d'utilisation des terres non supervisées, telles que le surpâturage, la culture des sols, ainsi que l'abattage des forêts dans les zones à fortes précipitations. En conséquence, la quantité d'eau disponible pour chaque personne par an en Jordanie a considérablement diminué, passant de 3600 m³/an en 1946 à 135 m³/an en 2017. L'agriculture, à laquelle participent 25 % des pauvres de Jordanie, est la plus grande consommatrice de ressources en eau du pays, suivie par la consommation domestique.

En 2016, l'OIT a lancé un projet dont l'une des composantes était d'aider le pays à lutter contre la désertification, en augmentant la couverture végétale par la plantation d'espèces locales, l'élimination des espèces envahissantes, le boisement et le reboisement, et la construction de structures qui réduisent l'érosion et les glissements de terrain autour des projets routiers. Le projet comprenait également des travaux de protection des sols, la construction de terrasses et l'installation de systèmes d'irrigation. Les avantages de ces interventions seront, à terme, accumulés par les communautés locales pauvres et les revenus générés par ces activités environnementales bénéficieront à leur tour la nécessité d'exploiter l'environnement.

⁶ UICN (2016). « Des solutions fondées sur la nature pour relever les défis sociétaux mondiaux »

⁷ Le plan d'investissement prioritaire vise à contribuer au développement et à la sécurité des États membres, en assurant l'inclusion socio-économique des femmes, des filles et des jeunes en améliorant leur statut économique, leur protection et leur accès aux services de base, en favorisant leur participation à la prise de décisions qui les concernent et en réduisant leur vulnérabilité.

Adaptation au changement climatique

L'adaptation consiste à réduire le risque et la vulnérabilité au changement climatique, tout en recherchant des opportunités et en renforçant la capacité des communautés et des personnes touchées à faire face aux conséquences. L'adaptation au changement climatique ne doit pas se limiter aux secours en cas de catastrophe, mais doit permettre de fournir une aide immédiate et des emplois aux communautés touchées et d'améliorer leur accès aux moyens de subsistance et aux emplois futurs. L'OIT a longtemps promu une approche durable et à haute intensité de main-d'œuvre qui aide les communautés et les gouvernements locaux à s'adapter aux changements des conditions climatiques locales et génère des revenus, ainsi que d'autres avantages directs et indirects pour les pauvres et les personnes vulnérables, assurant ainsi leur sécurité alimentaire.

Le programme HIMO offre une opportunité de changement et d'innovation. Il contribue à réduire l'impact futur du changement climatique sur les populations, les économies et l'environnement en promouvant des méthodes de construction et d'entretien du patrimoine basées sur les ressources locales, tout en offrant des opportunités d'emploi et en renforçant la capacité de production des écosystèmes. Les mesures d'adaptation du programme HIMO portent essentiellement sur les domaines suivants:

- ▶ Irrigation, gestion des ressources hydrauliques et foncières dans les zones rurales pour faire face à la variabilité et à l'intensité de l'approvisionnement en eau, et améliorer la qualité des terres existantes.
- ▶ Structures de prévention des inondations, de drainage et de conservation de l'eau dans les zones rurales et urbaines pour faire face à la variabilité et à la fréquence de la disponibilité de l'eau.
- ▶ Amélioration et entretien des infrastructures rurales, afin de garantir que les réseaux de transport puissent résister à l'augmentation des précipitations et des inondations.
- ▶ Activités de reboisement et de boisement pour restaurer les écosystèmes et améliorer ainsi la résilience des zones restaurées.

Infrastructure de protection climatique

Les investissements dans le capital physique et naturel ont un potentiel important pour contribuer à renforcer la résilience climatique et la gestion des risques de catastrophes. Les programmes à haute intensité de main-d'œuvre peuvent permettre de construire des infrastructures plus résilientes au climat et plus aptes à supporter les catastrophes naturelles, tout en améliorant les moyens de subsistance et la sécurité des revenus des plus vulnérables. L'amélioration des infrastructures rurales par la mise en place de systèmes d'irrigation, de mesures de prévention des inondations, de stabilisation des sols, de travaux de reboisement et d'entretien de la voirie rurale peut accroître la productivité des terres et de la main-d'œuvre agricoles et contribuer à la sécurité alimentaire. Les investissements intelligents en matière de climat dans différents secteurs ont le potentiel de créer des emplois et de maintenir les moyens de subsistance pour un grand nombre de ceux qui seront les plus touchés dans le secteur informel, en particulier les femmes et les jeunes. En outre, dans certains pays, les travaux publics ont été essentiels à l'extension de la protection sociale, là où l'activité économique informelle est la plus importante, soutenant ainsi le développement économique, social et environnemental local dans les zones rurales et urbaines.





► **Construire des infrastructures résilientes au Timor-Leste**

Depuis 2012, l'OIT soutient la plus grande initiative de routes rurales du Timor-Leste, le programme des routes pour le développement (R4D). L'objectif de ce programme est d'apporter des avantages sociaux et économiques aux femmes et aux hommes des zones rurales en améliorant l'accès aux routes. La phase I (2012-2017) du programme a permis de réhabiliter 313 km de routes rurales, en dispensant une série de formations à 882 entrepreneurs et 345 fonctionnaires, générant 611.000 journées de travail au total.

Les glissements de terrain et l'érosion font partie des impacts environnementaux négatifs les plus courants des projets routiers, résultant des interactions entre le débit de l'eau et le sol, qui peuvent tous deux être perturbés par la construction de routes. Pays insulaire, le Timor-Leste est géologiquement jeune, avec des pentes raides et instables et des vallées profondes, sujettes à des crues soudaines. Lorsque des routes sont construites dans des zones géologiquement instables avec des pentes raides, les travaux d'excavation et le défrichement nécessaire de la végétation pourraient potentiellement induire une érosion et un glissement de terrain, surtout si le drainage de la section de route est mal conçu. L'OIT a fourni un soutien technique au programme, en veillant à ce que les travaux routiers soient conçus en tenant compte de la stabilisation nécessaire des pentes pour construire une infrastructure routière rurale résiliente.

Reconstruire en mieux: Restaurer et protéger la capacité de production des écosystèmes

Alors que la plupart des efforts de reconstruction après une catastrophe se concentrent sur la reconstruction des infrastructures endommagées, une autre approche clé consiste à concevoir et à soutenir des initiatives de développement équilibrées qui stimuleraient la croissance économique locale, tout en protégeant l'environnement. Cette approche implique un certain nombre de mesures de conservation des eaux et des sols: mesures végétatives (par exemple, paillage, végétation), mesures de gestion des sols (par exemple, amélioration des sols) et mesures physiques (par exemple, digues de contour). Une combinaison de toutes ces mesures est utilisée pour prévenir la dégradation des terres (érosion des sols, glissements de terrain) et réduire et orienter le ruissellement. Les mesures de conservation des eaux et des sols apporteront non seulement des avantages agricoles aux agriculteurs locaux, mais réduiront également le risque de catastrophes futures telles que les inondations, garantissant ainsi la préparation des gouvernements et des communautés locales à rétablir rapidement les moyens de subsistance des populations en cas de catastrophe.



► **Réponse post-catastrophe:
L'expérience des Philippines**

Classé troisième pays le plus risqué au monde en matière de catastrophes naturelles, les Philippines abritent une population qui est régulièrement confrontée à de violents typhons qui apportent mort et désolation. Depuis l'année 2000, plus de 20 millions de personnes ont été touchées par une série de calamités, ce fut le cas avec les typhons Ondoy, Pablo et Haiyan. Grâce à l'approche HIMO basée sur les ressources locales, l'OIT a facilité la réinsertion des communautés touchées en utilisant les ressources et la main-d'œuvre locales, afin de fournir un travail décent et de générer des revenus immédiats pour les populations locales affectées. Elle a également contribué à la rénovation des services de base et à la reconstruction d'infrastructures résilientes au changement climatique, en stimulant l'économie locale et en rétablissant des moyens de subsistance durables.



Recommandations

Les infrastructures jouent un rôle majeur dans la réponse aux défis environnementaux et l'adaptation aux effets du changement climatique. L'approche basée sur les ressources locales du programme HIMO pour le développement des infrastructures lie la réduction de la pauvreté et la création d'emplois à l'adaptation au changement climatique et/ou à la restauration/conservation de l'environnement, permettant ainsi d'atteindre de multiples objectifs de développement durable. Ces interventions sont conçues pour renforcer les capacités des communautés et des institutions vulnérables, afin qu'elles s'approprient les initiatives en faveur d'une transition juste: la modalité permettant de renverser la situation des défis environnementaux et climatiques pour stimuler la création d'emplois, qui peut également être utilisée comme une réponse d'urgence aux catastrophes naturelles, afin de mieux reconstruire dans des contextes fragiles. Les projets de travaux verts les plus courants concernent notamment la conservation des sols et de l'eau, le boisement et le reboisement, l'irrigation et la protection contre les inondations. Les autres domaines de travaux verts, tels que les solutions basées sur la nature et les technologies appropriées au niveau local pour lutter contre la désertification et restaurer la biodiversité, présentent un potentiel croissant à ajouter aux « objectifs multiples » des initiatives de travaux verts.

Afin que les pays partenaires et les agences de développement puissent concevoir et mettre en œuvre efficacement des initiatives de travaux verts pour assurer la transition vers une société plus verte et plus résiliente, le programme HIMO recommande les actions suivantes:

► Prendre des mesures contre le changement climatique et les problèmes environnementaux par le biais du monde du travail

L'action contre le changement climatique et les problèmes environnementaux est au cœur du programme de développement durable pour 2030, comme l'indique l'objectif de développement durable (ODD) 13 et d'autres ODD, notamment l'objectif 15 sur la vie sur terre. L'objectif 8 sur le travail décent et la croissance économique comporte de nombreuses questions transversales qui doivent être abordées en même temps que les objectifs 13 et 15. Les secteurs économiques les plus touchés par le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont l'agriculture, la foresterie, l'énergie, les transports, l'industrie manufacturière, le bâtiment et la construction. Réduire l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement est une condition préalable à la croissance économique, au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Comme indiqué dans ses lignes directrices, l'OIT encourage ses mandants à faire progresser les actions environnementales par la création d'emplois décents: une **transition juste** pour tous. La recommandation n° 205 de l'OIT sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, qui a été adoptée lors de la Conférence internationale du travail (CIT) en 2017, reconnaît l'importance de promouvoir une transition juste pour renforcer la résilience environnementale dans des contextes fragiles, afin de soutenir les personnes les plus vulnérables. Suite à ces instruments, la Déclaration du Centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail a été adoptée lors de la CIT en 2019. Cette Déclaration réaffirme les engagements de l'OIT et de ses mandants à assurer une transition juste pour contribuer au développement durable dans toutes ses dimensions économiques, sociales et environnementales.

La relance et la reconstruction après les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 exigent que les pays en développement et les pays développés reviennent à une «nouvelle normalité». Ce faisant, si l'on veut construire une «meilleure normalité» les pays doivent choisir une voie nouvelle et juste: de l'action pour le climat et l'environnement, du bien-être pour les personnes et la planète, ainsi que des emplois, de la santé, des opportunités et de l'avenir pour les populations.

► Aider les personnes vulnérables à s'adapter au changement climatique

La vulnérabilité au changement climatique est socialement différenciée et les personnes identifiées comme les plus exposées sont celles qui sont déjà économiquement et socialement vulnérables. Une transition juste pour tous vers une économie écologiquement durable doit être bien gérée et contribuer aux objectifs de travail décent pour tous, d'inclusion sociale et d'éradication de la pauvreté. Une transition juste ne consiste pas seulement à faire passer la main-d'œuvre, par exemple de l'industrie des combustibles fossiles aux énergies renouvelables, mais aussi à soutenir les pays en développement et les plus vulnérables (par exemple les pauvres des zones rurales, les populations autochtones et autres) pour les aider à adapter leurs économies, leurs moyens de subsistance et leurs infrastructures aux effets du changement climatique et aux problèmes



environnementaux. Il s'agit également d'utiliser les traditions et les connaissances locales, et d'initier les bonnes politiques pour faire en sorte que les communautés s'expriment et leurs priorités soient entendues. Ainsi, la transition vers des économies plus vertes pourra produire des résultats économiques, sociaux et environnementaux positifs, et constituer ainsi un puissant levier de création d'emplois, de justice sociale et d'éradication de la pauvreté.

La réussite des politiques dépend de la garantie que la transition vers des économies vertes inclusives est juste et équitable, et qu'elle maximise les opportunités économiques pour les travailleurs vulnérables, ne laissant personne de côté.

► Renforcer les capacités locales à s'approprier les travaux verts

Le soutien aux pays doit être conçu et mis en œuvre en collaboration avec les agences gouvernementales nationales, les administrations locales, le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations communautaires. Une telle approche participative oriente le développement et l'entretien des infrastructures et les travaux écologiques vers la création d'emplois immédiats pour les communautés touchées, afin d'améliorer leurs conditions de vie et de leur donner un meilleur accès aux biens, services et équipements de base.

Une approche participative permet également de prendre en compte l'identification des besoins spécifiques des différents groupes au niveau local et de leur donner la priorité. Cette approche valorise les connaissances, les technologies et les structures organisationnelles disponibles au niveau local et crée un sentiment d'appropriation et d'autonomisation. Le processus de développement communautaire renforce également le dialogue social et l'inclusion.

► Restaurer l'environnement grâce à des solutions basées sur la nature

Une nouvelle façon de penser pourrait être nécessaire pour développer le concept de patrimoine infrastructurel. Les actions qui protègent ou restaurent les écosystèmes peuvent également répondre simultanément à des défis sociaux.⁹ Les «solutions basées sur la nature» élargissent le champ des modalités d'intervention pour restaurer les écosystèmes naturels, renforcer la résilience et réduire les risques de catastrophe, tout en créant des opportunités d'emploi au niveau des communautés locales. En voici quelques exemples: la plantation d'arbres dans le cadre du reboisement ou la plantation de mangroves pour la protection des côtes et la réduction des dégâts causés par les inondations, grâce à des pentes stabilisées contre les pluies. Les programmes de développement d'infrastructures peuvent donc intégrer des approches alternatives et innovantes pour améliorer les moyens de subsistance et en même temps protéger les écosystèmes par des conceptions (d'intervention) de bio-ingénierie.

► Penser aux technologies locales pour créer des emplois

Les technologies locales et les connaissances traditionnelles présentent divers avantages et bénéfices pour relever les défis environnementaux: elles sont souvent rentables à long terme. La mise à profit des traditions locales renforce la motivation des pays partenaires confrontés à une multitude de défis de développement, favorisant ainsi l'appropriation par les pays des initiatives de travaux verts. En outre, les technologies locales sont pour la plupart à haute intensité de main-d'œuvre, et donc abordables pour de nombreux pays en développement et leurs populations. Ces technologies permettent également une utilisation optimale des ressources locales par nature, ce qui favorise la participation et les expériences locales, et renforce les capacités des institutions locales.

Pour qu'une technologie puisse être appliquée localement, elle doit se perpétuer et viser à stimuler les processus innovants des communautés concernées, afin qu'elles puissent réaliser des progrès continus au niveau local. C'est pourquoi, il est essentiel d'obtenir le soutien de la communauté locale pour garantir des résultats durables aux initiatives de travaux verts. L'introduction de systèmes technologiques peut donc être une réussite au niveau local, si l'on accorde une attention particulière à la question de savoir si elle garantit le niveau de vie, le contrôle communautaire des ressources et la préservation de l'équilibre écologique des zones.

⁹ UICN (2016). «Des solutions fondées sur la nature pour relever les défis sociétaux mondiaux»



En particulier, il est de plus en plus reconnu au niveau mondial que les connaissances et les technologies locales peuvent être à la base de solutions pour lutter contre la désertification dans les zones arides. Comme le reconnaît la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, la transposition à plus grande échelle des technologies et des savoirs locaux pour les initiatives en faveur de l'emploi présente un grand potentiel, en particulier dans les zones les plus touchées par la dégradation des terres et la désertification, qui coïncident avec de nombreux pays parmi les moins avancés (PMA) où les taux de chômage et de sous-développement sont élevés.

► **Innover avec des programmes publics d'emploi (PPE) verts pour les personnes vulnérables**

Le coût humain à long terme du chômage est visible à travers la perte de revenus, la réduction de l'espérance de vie et le faible niveau d'éducation des enfants. Les programmes HIMO peuvent fournir des emplois aux chômeurs et aux sous-employés, en particulier dans les zones rurales. Ces programmes peuvent être étendus (ou réduits) en fonction des saisons et de l'évolution des conditions économiques et des marchés du travail. En particulier, les innovations dans les PPE visant à créer des travaux verts dans les domaines de la gestion de l'eau, de la foresterie et d'autres travaux liés aux infrastructures ont démontré qu'elles sont efficaces pour promouvoir un développement durable et résilient au changement climatique, mais qu'elles sont également essentielles pour fournir des emplois et des opportunités de revenus supplémentaires aux personnes les plus affectées et les plus vulnérables. Ainsi, le cycle de dégradation de l'environnement et de perte de revenus peut être inversé en un système de création d'emplois et de restauration des écosystèmes, grâce à des programmes nationaux institutionnalisés. En tant que tels, les PPE peuvent être conçus soit en réponse à une crise, dans le cadre d'une politique de l'emploi anticyclique à plus long terme, soit dans le cadre d'une transformation structurelle, qui relève également les défis du travail futur lorsque des emplois suffisants ne sont pas disponibles.



Principales ressources et publications de l'OIT

ILO. 2011. *Investissements locaux pour l'adaptation au changement climatique: des emplois verts grâce à des travaux verts. Un guide pour identifier, concevoir et mettre en œuvre des interventions en faveur de l'adaptation au changement climatique au niveau local.*

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_172716.pdf

—. 2011. *Vers une approche de l'OIT en matière d'adaptation au changement climatique.* Secteur de l'emploi, Document de travail sur l'emploi, n° 104.

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/ documents/publication/wcms_169569.pdf

—. 2015. *Lignes directrices pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous.*

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/ documents/publication/wcms_432859.pdf

—. 2016. *Politiques de l'emploi et du marché du travail pour une transition juste vers une économie et des sociétés écologiquement durables pour tous.*

—. 2018. . *L'impact de l'adaptation au changement climatique sur l'emploi.*

https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/WCMS_645572/lang--en/index.htm

—. 2019. *L'Approches locales basées sur les ressources dans les travaux hydrauliques.*

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/---invest/documents/publication/wcms_719955.pdf

Maikel Lieuw-Kie-Song, Kate Philip, Mito Tsukamoto, Marc Van Imschoot. 2010. Bureau international du travail (BIT). *Vers le droit au travail: Innovations dans les programmes publics d'emploi (IPEP).* Secteur de l'emploi, Document de travail sur l'emploi, n° 69.

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_strat/---emp_invest/documents/publication/wcms_158483.pdf

► Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)

- Évaluations de l'impact sur l'emploi (EIE)
- Les programmes publics d'emploi (PPE)
- Développement des petits entrepreneurs dans le secteur de la construction pour les investissements d'infrastructure à haute intensité de main-d'œuvre
- Travaux verts
- Approches basées sur les ressources locales et infrastructures communautaires
- Emploi d'urgence

Contact

Bureau international du Travail
Route des Morillons 4
1211 Genève 22
Suisse

T: +41 22 799 6111
E: eiip@ilo.org
ilo.org/eiip